

VENDREDI 31 AOUT 1838.

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE :

18 fr. pour trois mois;
36 fr. pour six mois;
72 fr. pour l'année.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ON S'ABONNE A PARIS;

AU BUREAU DU JOURNAL;
Quai aux Fleurs, 11.

(Les lettres et paquets doivent être affranchis)

JUSTICE CIVILE.

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

(Présidence de M. Zangiacomi père.)

Audience du 13 août 1838.

DONATION. — PARTAGE ANTICIPÉ. — DROITS DE MUTATION.

La réduction des droits de mutation opérée par l'article 3 de la loi du 16 juin 1824, relativement aux donations portant partage anticipé, n'est pas applicable à une donation faite par des père et mère à leur enfant unique, et surtout lorsqu'elle n'a pour objet qu'un seul immeuble.

Par acte reçu Hailig, notaire à Paris, le 9 août 1833, les sieur et dame Giroi ont fait donation à la dame veuve Viquesnel, leur fille unique, de la nue-propriété d'une maison. Les donateurs ont déclaré que la donation était faite dans les termes des articles 1075 et 1076 du Code civil.

Au moment de son enregistrement, cet acte a été frappé du droit de 2 fr. 50 centimes fixé pour les donations ordinaires de biens immeubles en ligne directe, conformément à l'article 69, paragraphe 6, n° 2, de la loi du 22 frimaire an VII.

La donataire, devenue femme Louvet, a demandé, conjointement avec son mari, devant le Tribunal civil de la Seine, la réduction du droit perçu à 1 franc par 100 francs, suivant la fixation portée en l'article 3 de la loi du 16 juin 1824, et par suite, la restitution de ce qui avait été exigé en excédant.

Pour justifier leurs prétentions, les sieur et dame Louvet soutenaient que les articles 1075 et 1076 du Code civil avaient à remplacer les démissions de biens en usage dans l'ancien droit; que tout acte qui tend à mettre les enfants à la place de leurs père et mère a été considéré, par le législateur de 1824, comme produisant le même effet que les mutations par décès; qu'enfin les articles précités, pas plus que la loi fiscale, ne font de distinction entre les donations faites à plusieurs enfants et celles faites à un enfant unique.

La régie, s'appuyant sur les termes formels de l'article 3 de la loi du 16 juin 1824, répondait que cette loi n'avait entendu réduire le droit proportionnel qu'à l'égard des donations portant partage de présuccession. Elle combattait ensuite l'assimilation du mode de disposer prévu par les articles 1075 et 1076 du Code civil avec les démissions de biens. Elle convenait que ces derniers actes pouvaient être faits autrefois, aussi bien en faveur d'un enfant unique qu'en profit de plusieurs; mais elle soutenait qu'il ne pouvait pas en être ainsi relativement aux partages anticipés, autorisés par la législation nouvelle, parce que ces actes supposent nécessairement l'existence de plusieurs donataires copartageants. Un seul héritier n'admet pas la possibilité d'un partage.

Sur ces débats, jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 25 novembre 1835, qui donne gain de cause à la régie par les motifs suivants :

« Attendu que si, par l'art. 3 de la loi du 16 juin 1824, le droit de donation a été réduit de 2 francs 50 cent. à 1 franc par 100 francs, en ce qui concerne les donations portant partage, faites par actes entre-vifs, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, par les père et mère ou autres ascendants, c'est là une exception qui doit être restreinte dans ses termes, et qui ne saurait être étendue à un héritier unique et conséquemment sans partage; qu'une telle donation rentre, dès-lors, dans la catégorie des donations pures et simples;

« Attendu que le texte de la loi ne laisse aucune ambiguïté; que l'acte du 9 août 1833 n'est pas un partage, quoique les donateurs aient déclaré avoir eu l'intention de se conformer aux articles 1075 et 1076 du Code civil; que la qualification donnée par les parties à un contrat ne peut en changer la nature, lorsque la substance de l'acte résiste à cette qualification;

« Attendu que l'acte susénoncé est une donation de nue-propriété entre-vifs et en ligne directe; qu'ainsi la perception est régulièrement faite... »

Pourvoi des sieur et dame Louvet, pour fausse application de l'article 69, paragraphe 6, numéro 2 de la loi du 22 frimaire an VII, et violation de l'article 3 de la loi du 16 juin 1824, et des articles 1075 et 1076 du Code civil.

M^e Rigaud, avocat des demandeurs, cherche à démontrer que les démissions de biens ont été remplacées dans le Code civil par les dispositions des articles 1075 et 1076. Il s'appuie, à cet égard, sur l'esprit qui a présidé à la rédaction de l'article 3 de la loi de 1824. Il en résulte, selon lui, que le législateur a voulu réduire au taux des successions le droit à percevoir sur toutes les dispositions qui en présentent le caractère par leur généralité. « Ainsi, dit-il, l'on a réduit au taux des successions toute délibération par laquelle n'est pas fait, à l'instant et de son vivant, ce que la loi opère à son décès. Tel est le caractère de la disposition permise par les articles 1075 et 1076 du Code civil; tel était également celui de la démission de biens, qui ne diffère de la donation portant partage, que par un point : la révocabilité, à laquelle elle était soumise. Or, les démissions de biens pouvaient être faites à un enfant unique; pourquoi en serait-il autrement de la donation portant partage ? La loi civile ni la loi fiscale ne contiennent aucune disposition d'où l'on puisse induire une prohibition sur ce point. La jurisprudence la plus constante (arrêts des 28 avril 1829, 1^{er} décembre 1830, 29 mars 1831, 13 février 1832, 26 mars 1833, 30 décembre 1834, 26 mars 1836) a décidé que la loi de 1824 était applicable, quoique les donations faites en vertu des articles 1075 et 1076 ne fussent pas accompagnées d'un partage. Si donc le partage n'est pas de l'essence de ces donations, il s'ensuit forcément que celles faites en faveur d'un enfant unique doivent jouir, comme celles auxquelles plusieurs enfants sont appelés, du bénéfice de la réduction qui est l'objet de l'article 3 de la loi du 16 juin 1824. « N'y aurait-il pas, d'ailleurs, dit l'avocat en terminant, souveraine injustice à priver un père de la faveur de cette loi, par cela seul qu'il n'aurait qu'un enfant ? »

M. l'avocat-général Hébert soutient le système du jugement attaqué, et conclut au rejet du pourvoi.

La Cour a statué conformément à ces conclusions par l'arrêt dont la teneur suit :

« Attendu que la loi de 1824 ne s'applique qu'aux actes portant partage, conformément aux articles 1075 et 1076 du Code civil, fait par les père et mère et autres ascendants, entre leurs enfants, et que dans l'espèce, où l'acte du 9 août 1833 ne contient que la donation entre-vifs de la nue-propriété d'un seul immeuble, fait à un enfant unique, il n'y avait pas lieu d'invoquer la loi de 1824; d'où il suit que c'est avec raison que le jugement attaqué a maintenu le droit perçu par la régie, conformément à l'article 69, paragraphe 6, n° 2, de la loi du 22 frimaire an VII; rejette, etc. »

OBSERVATIONS. L'arrêt décide en principe que les seules donations portant partage jouissent de la faveur de l'article 3 de la loi du 16 juin 1824; et, en fait, il juge que l'acte du 9 août 1833 n'est point une donation de cette espèce, par deux raisons également péremptoires : la première, qu'il ne s'agissait que d'un objet particulier et non d'une généralité de biens; la seconde, que la disposition n'était faite qu'au profit d'un enfant unique, ce qui, en effet, excluait, dans un cas, l'idée, et, dans l'autre, la possibilité d'un partage anticipé ou de présuccession. Quant à la jurisprudence invoquée à l'appui du pourvoi, c'est avec raison que la Cour ne s'y est point arrêtée. Dans toutes les espèces des divers arrêts cités par les demandeurs, il s'agissait de donations faites en faveur de plusieurs enfants, mais dont les actes n'exprimaient pas les parts afférentes à chacun d'eux. La Cour a jugé, dans tous ces cas, que si les père et mère n'avaient pas fait d'allotissements, leurs dispositions ne rentraient pas moins dans les termes des articles 1075 et 1076 du Code civil, parce qu'alors la loi commune réglait la stipulation. Les donateurs étaient censés avoir disposé de leurs biens par égales portions. Mais on ne peut tirer de là aucun argument favorable à la cause actuelle, où il était physiquement impossible à l'homme et à la loi de fixer des parts, puisque rien n'était à partager.

Nous terminerons par une dernière considération, c'est qu'en matière fiscale plus qu'en aucune autre, on ne peut ni étendre ni restreindre les termes de la loi. Celle de 1824 ne parle que des donations portant partage, qui font l'objet des articles 1075 et 1076 du Code civil, et ces articles sont placés eux-mêmes sous cette rubrique des *partages faits par père, mère ou autres ascendants entre leurs descendants*.

COUR ROYALE DE PARIS (3^e chambre).

(Présidence de M. Jacquinet-Godard.)

Audience du 25 août.

FAILLITE. — FRAIS D'AVOÜÉ. — ACTION CONTRE LES SYNDICS.

L'avoué qui a été chargé par les syndics d'une faillite d'occuper pour eux en cette qualité, a-t-il une action personnelle et solidaire contre eux pour le paiement de ses frais ? (Non.)

Ainsi jugé par l'arrêt suivant, contre les conclusions de M. Delorme, avocat-général :

« La Cour, considérant, en droit, que les syndics d'une faillite ne sont que les représentants et mandataires de la masse des créanciers; qu'il est de principe que le mandataire qui se renferme dans les bornes de son mandat ne contracte aucune obligation personnelle; que la garantie personnelle des mandataires ne commence, aux termes de l'article 1997 du Code civil, que lorsqu'il a été au-delà de ses pouvoirs, et que l'intention du législateur a tellement été d'affranchir le mandataire de toute action personnelle que, même dans ce dernier cas, il n'est plus responsable vis-à-vis des tiers, lorsqu'il leur a donné connaissance suffisante de ces pouvoirs;

« Considérant que ces principes s'appliquent nécessairement au mandat ad litem donné par des syndics à un avoué; que les dispositions du Code civil relatives au mandat doivent, il est vrai, régler ce contrat, mais eu égard à la qualité des syndics et aux pouvoirs dont ils sont eux-mêmes investis;

« Considérant, en fait, que Lemoine et Throude n'ont procédé dans les instances dont les frais sont réclamés, qu'en qualité de syndics de la faillite de Vernant; que Beaumé, en consentant à la représentation comme avoué devant la Cour, n'a point ignoré qu'ils ne pouvaient être personnellement tenus des frais, que c'est sous cette condition inhérente aux fonctions de syndic que le mandat ad litem a été accepté par Beaumé;

« Reçoit Lemoine et Throude, opposans à l'arrêt par défaut du 11 février dernier, et, faisant droit sur leur opposition, déboute Beaumé de sa demande tendante à ce que lesdits Lemoine et Throude soient condamnés, solidairement et personnellement, au montant des frais dont il s'agit; ordonne que l'arrêt sera, au surplus, exécuté suivant sa forme et teneur contre eux, en leur qualité. »

OBSERVATIONS. Deux arrêts de la même Cour, en date des 25 septembre 1833 et 12 août 1830, rapportés au *Journal du Palais*, ont décidé le contraire, et reconnu à l'avoué l'action personnelle et solidaire, par application de l'article 2002 du Code civil.

Est-il bien vrai que les syndics d'une faillite ne soient que les mandataires des créanciers, dans le sens que la loi attache à ce mot, surtout lorsqu'ils chargent un avoué d'occuper pour eux ? Il faudrait, pour qu'il en fût strictement ainsi, qu'ils ne pussent tenter une action en justice qu'avec l'autorisation des créanciers. Or, la loi leur laisse toute latitude à cet égard; ils n'ont pas même besoin de l'autorisation du juge-commissaire; ils agissent donc dans ce cas, d'eux-mêmes, de proprio motu, et ils sont si peu les mandataires des créanciers, légalement parlant, qu'il arrive tous les jours qu'ils sont condamnés aux dépens, en leur nom personnel, lorsqu'ils ont fait une mauvaise contestation, c'est-à-dire qu'ils sont privés de les employer en frais de syndicat.

Ils ne sont donc pas de ces mandataires ordinaires contre lesquels on ne peut avoir une action personnelle qu'autant qu'ils ont excédé les pouvoirs à eux donnés.

Que sont-ils donc ? Ils sont les administrateurs de la faillite; ils sont, si l'on veut, les représentants du failli et des créanciers, en ce sens qu'ils les résument en leurs personnes; mais ils ne sont pas leurs mandataires, surtout dans le sens que leur applique l'arrêt, qu'ils ne peuvent être personnellement responsables qu'autant qu'ils ont excédé leurs pouvoirs, puisqu'ils n'en reçoivent aucun, on ne peut évidemment placer les syndics sous la protection d'un principe qui ne peut jamais leur être applicable dans le cas du mandat ad litem.

Administrateurs légaux de la faillite, maîtres d'intenter en justice toutes les actions qu'ils jugent utiles à la faillite, ils les intentent sous leur responsabilité personnelle, vis-à-vis des officiers ministériels, à l'égard desquels ils sont de véritables mandans, et, s'ils veulent échapper à cette responsabilité, c'est à eux à mettre des fonds en réserve pour payer les frais qu'ils font et auxquels ils s'exposent à être condamnés; mais on ne saurait, ni en droit ni en équité, ce nous semble, renvoyer un avoué à une masse qu'il ne connaît pas, et avec laquelle il n'a jamais eu aucun rapport; ce serait, le plus souvent, le réduire à l'impossible.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (3^e chambre).

(Présidence de M. Fouquet.)

Audiences des 24 et 30 août 1838.

ENTREPRISE DE SUCCÈS DRAMATIQUES. — UN CHEF DE CLASSE CONTRE LES DIRECTEURS DE L'AMBIGU-COMIQUE.

Le temps n'est plus où les auteurs dramatiques, ne confiant à la scène que des œuvres revues avec soin, trouvaient dans le public un juge bienveillant, disposé à récompenser leur efforts par ses bravos. Une littérature, justement dite *facile*, a envahi le théâtre, et souvent il arrive que les auteurs s'occupent beaucoup moins de mériter l'éloge que de l'obtenir. Aussi, à défaut d'applaudissements spontanés, ont-ils senti le besoin d'organiser un service de succès. Des spéculateurs se sont donc chargés d'enrôler et de discipliner une milice de claqueurs. Ainsi s'est établie cette industrie moderne, appelée, par ceux qui l'exercent, *Entreprise de succès dramatiques*, bien qu'ils soient plus connus au théâtre sous le nom de *romains*, sans doute à cause de leur courage à tout applaudir.

M^e Deroulède, avocat de M. Mennecier, expose que son client a conclu un traité avec M. Cès-Caupenne, alors directeur de l'Ambigu-Comique, pour diriger une troupe de romains. A dater du 1^{er} novembre 1836 jusqu'au 1^{er} avril 1845, il est chargé d'applaudir tous les ouvrages. Il s'engage à payer au directeur une redevance de 5,000 fr., moyennant quoi il doit lui être distribué chaque jour un certain nombre de billets, avec faculté d'en tirer tout le parti possible. M. Mennecier a rempli quelque temps ses fonctions; M. Cès-Caupenne, ayant quitté la direction de l'Ambigu, a été remplacé par MM. Cormon, homme de lettres, et Cournol. Gaspard Hauser, qui attire encore chaque jour la foule des habitués du boulevard, a inauguré la prise de possession des nouveaux directeurs. Chacun a fait son devoir, le succès a été complet. Mais la bonne intelligence a bientôt cessé entre l'entrepreneur des succès et les directeurs du théâtre. L'envie, la malveillance ont assailli le chef des romains. Des offres au rabais ont été faites, et sa ruine a été projetée.

Le 30 juin, une première représentation doit avoir lieu, *Rafael ou le mauvais conseil*, pièce dont M. Cormon est auteur pour un tiers. Mennecier, forcé de s'absenter, présente son fils pour diriger les opérations en sa place. Les directeurs l'acceptent; des instructions lui sont données par eux. Chose bizarre, quoique juste peut-être, ils lui défendent d'applaudir; mais en revanche ils lui imposent l'obligation de rire et de commander son service en conséquence : rire surtout aux scènes de M. Coquet (M. Coquet est le comique de l'Ambigu), telle est l'instruction. Il paraît, toutefois, que Mennecier n'a pas accompli, sur ce point, tous ses devoirs. La pièce a éprouvé un demi-échec, et, le 1^{er} juillet, l'infortuné père s'est vu expulsé du théâtre, rejeté comme incapable, lui à qui vingt ans d'expérience avaient acquis une réputation incontestée. La lettre qui le lui annonce est assez curieuse pour que nous en donnions lecture :

« Nous avons voulu vous voir à l'œuvre. Le service de Gaspard Hauser a été très mal fait : nous avons été obligés de le faire soutenir par deux côtés différents. Rafael devait arriver, et nous voulions encore voir comment cela se passerait. Notre étonnement n'a pas été faible quand nous avons su que vous étiez parti sans nous prévenir, abandonnant le service à un enfant sans expérience, et auquel la bonne volonté ne pouvait suffire.... Nous lui avons tracé la marche à suivre, lui défendant par-dessus tout d'applaudir. Il n'a pas manqué de faire tout le contraire. Le public a été scandalisé, l'a témoigné par des sifflets arrachés à son impatience, et un très beau succès a été très gravement compromis. Les auteurs nous ont fait des plaintes telles qu'ils n'oseraient confier leurs pièces à notre théâtre.

« Les artistes, coupés dans leurs effets, sont venus corroborer le mécontentement que nous éprouvions et nous décider à prendre le parti que nous avons adopté....

« Signé : CORMON, COURNOL, directeurs. »

« Mennecier n'est nullement coupable, dit M^e Deroulède; il a été sacrifié à un compétiteur. Il se voit donc forcé de réclamer devant la justice l'exécution de son traité. En droit, son traité avec M. Cès-Caupenne est exécutoire avec MM. Cournol et Cormon. En fait, ses antécédents démentent tous les reproches qu'on pourrait lui faire dans son long exercice; de nombreux certificats, qui attestent son activité, lui ont été délivrés par les auteurs et les directeurs. Les lettres de M. Cormon viennent à l'appui. Voici quelques extraits de cette correspondance :

« Pour bien assurer le succès de la pièce et vous contenter le

plus possible, nous vous laissons deux places de parterre jusqu'à la dixième représentation. J'espère, en revanche, que vous nous soignerez toujours bien.

» Dans un autre billet :

« Voilà dix places; vous voyez que je pense toujours à vous. Chauffons ferme ce soir. »

» Une autre fois encore :

« Mon cher monsieur Mennequier, je désire que vous soyez content de nous : voici pour aujourd'hui quatre places de parterre. Vous voyez que nous vous soignons : à votre tour, soignez la pièce. »

» C'est après des rapports si pleins d'harmonie, dit l'avocat, que Mennequier s'est vu tout à coup expulsé. Pourquoi ? M. Cormon est à la fois auteur et directeur ; sa pièce a éprouvé un échec ; il lui reproche d'en avoir été cause par de maladroits applaudissements. Depuis quand les auteurs élèvent-ils de semblables plaintes ? Ce n'est là qu'un prétexte qui ne peut enlever des droits stipulés par un traité. »

M. Cournot, l'un des directeurs, présente des explications desquelles il résulte que la nouvelle direction n'est nullement liée envers Mennequier. Il explique au Tribunal les révolutions opérées dans l'industrie dite *entreprise des succès dramatiques*.

« Maintenant, dit-il, le public ne se laisse plus prendre aux applaudissements : il sait d'où ils viennent ; il nous faut des claqueurs intelligents, perfectionnés, qui sachent rire et pleurer à propos, afin d'exciter la joie ou la tristesse de ceux qui les entourent. Mennequier n'a aucune connaissance de cet art moderne. Il suit une vieille routine : il ne sait qu'applaudir. (On rit.) L'administration ne peut conserver un pareil homme. »

Le Tribunal, n'ayant pas trouvé les explications suffisantes, ordonne la comparution des parties.

MM. Cournot et Cormon et M. Mennequier ont comparu à l'audience d'aujourd'hui. La comparution des parties n'a fait que reproduire les faits que nous venons de rapporter.

Quoique l'affaire ne fût pas communicable, M. Bourgain, avocat du Roi, a cru devoir prendre la parole, sous le point de vue de l'ordre public ; il s'est élevé avec énergie contre le traité intervenu entre MM. de Cés-Caupenne et Mennequier, traité qu'il regarde comme immoral et même frauduleux. « Nous pourrions, ajoute-t-il, voir dans les faits qui vous sont signalés, presque une escroquerie. Souvent il arrive que sur une réputation factice, due aux applaudissements ainsi salués, certaines personnes vont au théâtre, et se trouvent déçues dans leur espérance de plaisir. Pour un garçon la perte est peu considérable, 30 ou 40 sous de perdus ; mais quand un homme marié y conduit sa femme, quelquefois sa famille, et qu'il entend une mauvaise pièce au lieu d'une bonne sur laquelle il comptait, il se trouve, par le fait, trompé, et il éprouve ainsi une perte d'argent qui peut être plus considérable. » M. l'avocat du Roi conclut, en conséquence, à l'annulation du traité.

Le Tribunal renvoie à demain pour le prononcé du jugement.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

(Présidence de M. le comte de Bastard.)

Audience du 9 août 1838.

VENTE AUX ENCHÈRES. — AFFICHES. — PLACARDS. — NOTAIRE. — VISA DE L'AUTORITÉ MUNICIPALE.

Les placards ou affiches annonçant qu'un notaire, commis à cet effet par un jugement, procédera tel jour, dans son étude, à une vente aux enchères publiques de meubles, ne peuvent-ils être apposés qu'après avoir obtenu le visa du maire de la commune, prescrit par une ordonnance de police ?

Une ordonnance de police rendue par le maire de Lyon, le 18 juillet 1834, approuvée le lendemain 19 par M. le préfet du Rhône, défend par son article 1^{er} d'afficher et de placarder dans la ville aucun écrit, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, sans qu'un exemplaire d'icelui soit visé et les autres timbrés du cachet de la mairie.

Le 22 avril dernier, procès-verbal du commissaire de police constatant une infraction commise à cette ordonnance par M. Darmès, notaire à Lyon, pour avoir négligé de faire apposer le cachet de la mairie sur chacun des placards affichés sur la voie publique annonçant la vente forcée d'un mobilier.

Par suite de ce procès-verbal et par exploit du 28 avril, ce notaire fut traduit au Tribunal de police, où, après plusieurs remises de la cause, il intervint, le 28 juin dernier, un jugement qui, tout en reconnaissant le droit de l'autorité municipale et la légalité de l'ordonnance rendue dans le cercle de ses attributions, a renvoyé le sieur Darmès de la contravention qui lui est imputée.

Le commissaire de police remplissant les fonctions du ministère public près le Tribunal de simple police, s'est pourvu contre ce jugement pour excès de pouvoir et violation manifeste de l'ordonnance susdatée.

Sur ce pourvoi et la plaidoirie de M^e Verdère, avocat, qui est intervenu pour le sieur Darmès, notaire, et la compagnie des notaires de la ville et de l'arrondissement de Lyon, représentée par M. Jean-César Casati, leur syndic, est intervenu l'arrêt suivant :

« Ouï le rapport de M. le conseiller Rives, les observations de M^e Verdère, avocat de Darmès, partie intervenante, et les conclusions de M. l'avocat-général Pascalis ;

« Attendu que l'affiche dont il s'agit dans l'espèce, a seulement pour objet d'annoncer au public, conformément aux dispositions impératives du Code de procédure civile, une vente forcée qui devait avoir lieu en vertu d'un jugement du Tribunal de première instance de Lyon, confirmé par la Cour royale de la même ville ;

« Attendu qu'elle ne peut rentrer sous l'application de l'ordonnance municipale de police, puisque la loi du 10 décembre 1830 excepte de ses dispositions les actes de l'autorité publique, et que ceux qui doivent nécessairement être faits en exécution des décisions de l'autorité judiciaire, ne sauraient dépendre de l'observation d'un règlement local dont ils sont légalement affranchis ;

« Attendu, au surplus, que le jugement dénoncé est régulier en la forme ;

« La Cour rejette le pourvoi. »

Audience du 30 août 1838.

(Présidence de M. le baron de Crouseilhès.)

PRÊTS USURAIRES. — MARI. — FEMME. — COMMUNAUTÉ. — AMENDE.

Le mari et la femme qui font des prêts usuraires avec les fonds de la communauté, doivent-ils être condamnés chacun en une amende, ou bien n'y a-t-il lieu de prononcer contre eux qu'une seule amende ?

Pierre-Joseph Drouard et Julie Cordier, sa femme, ont été pour-

suivis devant le Tribunal correctionnel de Rennes, comme s'étant livrés habituellement à l'usure ; ils y ont été reconnus coupables, et par suite condamnés, non pas à une amende chacun, mais solidairement à une seule amende de mille francs.

Les motifs de ce jugement sont ainsi conçus :

« Considérant que s'il est appris que la femme a fait la plupart des prêts, il est appris en même temps que c'est avec les fonds de la communauté qu'elle administrait en l'absence de son mari, et que celui-ci, lorsqu'il était sur les lieux, ratifiait ces diverses opérations en calculant les intérêts, en recevant les remboursements, en renouvelant les obligations échues ; qu'il faisait lui-même des prêts ; que, d'après une pareille conduite il y a lieu de décider qu'il a coopéré à tous les prêts usuraires, mais qu'il faut dire aussi que dans tous ces prêts les deux époux s'identifiaient ; que par suite on ne doit les condamner que comme s'il n'y avait qu'un délinquant, sans pouvoir prononcer contre chacun d'eux une amende distincte.

Sur les appels relevés par les époux Drouard et le procureur-général, le Cour royal, considérant que les dépositions écrites et consignées dans la procédure n'ont pas été détruites par le débat oral ; que de ces dépositions il résulte que les époux Drouard se sont rendus coupables du délit d'habitude d'usure, et que l'amende prononcée par les premiers juges n'exécute pas la moitié de la somme de 3,000 fr., réellement prêtée et déboursée, et que dès-lors il est inutile d'examiner la question de renouvellement de prêt.

« Au fond, adoptant les motifs des premiers juges pour ne prononcer qu'une amende unique ; toutefois émettant quant à la hauteur de l'amende, attendu que des débats il est résulté des circonstances propres à atténuer la culpabilité des prévenus ;

« La Cour, statuant sur les appels respectifs, déclare le ministère public sans griefs, réduit l'amende à 300 fr., condamne les époux Drouard solidairement et par corps en l'amende de 300 fr. et aux dépens de première instance et d'appel... »

Le procureur-général de Rennes s'est pourvu contre cet arrêt :

Il soutient que, d'après les principes du droit pénal, tout individu reconnu coupable d'un délit doit être puni d'une peine ; que spécialement l'article 4 de la loi du 3 septembre 1807 porte que tout individu qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure, sera, en cas de conviction, condamné à une amende. Il en conclut que la Cour de Rennes a violé la loi en ne condamnant pas à l'amende chacun des individus qu'elle a déclarés coupables du fait prévu par la loi du 3 septembre.

Sur le pourvoi et les conclusions conformes de M. Hébert, avocat-général, la Cour a rendu, au rapport de M. Vincens-Saint-Laurent, un arrêt qui casse.

Nous en donnerons le texte.

Bulletin du 30 août 1838.

(Présidence de M. le baron de Crouseilhès.)

La Cour a rejeté les pourvois :

1^o De Léonard-Michel et d'Elisabeth Chaumont, femme Perrot, contre un arrêt de la Cour d'assises de la Dordogne, qui condamne le premier à la peine de mort, et la deuxième aux travaux forcés à perpétuité, le jury ayant déclaré en sa faveur des circonstances atténuantes, comme coupables d'empoisonnement ;

2^o D'Hippolyte-Victor Hartfort, femme Langevin (Calvados), travaux forcés à perpétuité, incendie, avec circonstances atténuantes ;

3^o De Louis Saucède (Gers), huit ans de travaux forcés, vol ;

4^o De Toussaint-Daniel Grivolte et Léon Froment (Seine), le premier cinq ans, le second sept ans de travaux forcés, vol ;

5^o De Modeste Hébert (Seine-Inférieure), six ans de travaux forcés, vol ;

6^o De J.-B. Rigolet et Olivier-Pierre Besnard (Côtes-du-Nord), le premier cinq ans de reclusion, l'autre trente ans de travaux forcés, vol qualifié ;

7^o De Gilles-Isidore-Auguste Loisel-Précourt (Orne), trois ans de prison, faux en écriture privée ;

8^o De Guillaume Rebours (Côtes-du-Nord), vingt ans de travaux forcés, vol ;

9^o De Marc Fieldach (Seine), vingt ans de travaux forcés, vol ;

10^o De Vincent Garlès (Côtes-du-Nord), huit ans de reclusion, vol ;

11^o Du commissaire de police de Briançon, contre un jugement rendu par le Tribunal de simple police de ce canton en faveur de la veuve Albert, poursuivie pour contravention.

— La Cour a donné acte à l'administration forestière des désistements par elle donnés des pourvois en cassation qu'elle avait formés :

1^o Contre un arrêt de la Cour royale de Besançon, chambre correctionnelle, rendu en faveur des sieurs Denizet père et fils ;

2^o Contre un jugement du Tribunal correctionnel de Bourg, rendu en faveur du sieur Tournery.

— Elle a cassé et annulé :

1^o Sur le pourvoi du sieur Camille Drudes de Campagnolles, plaident M^e Mandaroux-Vertamy, son avocat, et pour violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, un jugement du conseil de discipline de la garde nationale de Vire, qui l'avait condamné à trois jours de prison ;

2^o Sur le pourvoi du commissaire de police de Nantes, remplissant les fonctions du ministère public près le Tribunal de simple police, et pour violation tant d'un règlement de police que de l'article 471 du Code pénal, un jugement rendu par le Tribunal en faveur des sieurs Guyot et Lefebvre, boulangers, poursuivis pour déficit dans les pains par eux exposés et mis en vente.

CHRONIQUE.

PARIS, 30 AOUT.

La Cour royale tiendra sa première audience de vacations le 1^{er} septembre prochain. La Cour fera l'appel des causes civiles, et jugera quelques affaires correctionnelles. Les audiences de vacations auront ensuite lieu le mercredi et jeudi de chaque semaine, à partir du 12 septembre. Le Tribunal correctionnel, 6^e chambre, tiendra audience les 1^{er} septembre et jours suivants. La chambre civile de première instance commencera ses travaux des vacations la semaine suivante.

— Par ordonnance royale, en date du 21 août 1838, M. Petitjean, auditeur de première classe au Conseil-d'Etat, a été nommé maître des requêtes en service extraordinaire, avec autorisation de participer aux travaux des comités et aux délibérations du Conseil-d'Etat.

— M. Courtois, homme de lettres, venait aujourd'hui devant la 2^e chambre du Tribunal réclamer contre le *Constitutionnel* une somme de 2,230 fr. pour dix-neuf articles, beaux-arts, écrits par lui et insérés successivement dans le journal.

M^e Marie a exposé la demande.

M^e Laterrade a soutenu, dans l'intérêt du *Constitutionnel*, que l'intention de l'administration n'avait jamais été de payer les articles de M. Courtois, mais seulement de lui donner les moyens de se faire connaître.

Le Tribunal n'a pas admis ce système, et, toutefois, attendu que la demande de M. Courtois est exagérée, a condamné l'administration du *Constitutionnel* à lui payer la somme de 750 fr. et l'a condamnée aux dépens.

— La question de savoir si le ministère public peut suivre sur une plainte en adultère formée par le mari, même après le décès de ce dernier, s'est présentée aujourd'hui devant la Cour royale, chambre des appels de police correctionnelle.

On se rappelle que la femme Girou, prévenue d'adultère conjointement avec le nommé Cithère, avait été condamnée à six mois de prison, et ce, malgré le décès de son mari, survenu depuis la plainte qu'il avait intentée. Dans l'intérêt de la veuve Girou, apaisée par l'action introduite encore plus dans son intérêt que dans celui de la société ; que cette action s'éteignait avec lui, et que celle du ministère public, qui n'était que partie jointe, devait subir le même sort.

M. Bresson, avocat-général, a soutenu, au contraire, que le ministère public, saisi par la plainte, avait le droit de suivre l'action intentée par le mari, même après son décès, qui ne peut être considérée comme équivalant à un désistement. Il a conclu en conséquence à la confirmation pure et simple du jugement de première instance.

La Cour, après une assez longue délibération, adoptant les motifs des premiers juges, a rejeté la fin de non-recevoir proposée par le défenseur de la veuve Girou, et néanmoins a réduit à trois mois la peine de l'emprisonnement prononcée contre elle.

La condamnation à trois mois de prison contre Cythère a été maintenue.

— La police, avertie qu'un sieur Delarue, marchand d'estampes au Palais-Royal, débitait dans sa boutique des gravures et des livres obscènes, fit une perquisition qui n'avait amené aucun résultat ; mais le commissaire de police s'étant transporté dans son domicile, rue Pierre-Lescault, saisit chez la portière de cette maison des rouleaux de gravures obscènes qu'elle déclara lui avoir été remis par le sieur Delarue. Delarue a été traduit, à raison de ce fait, devant la Cour d'assises.

M^e Moulin, son avocat, s'emparant de la déposition de la portière, qui déclarait n'avoir pas reçu de Delarue mission de vendre ces gravures, s'est borné à soutenir que le fait de la mise en vente n'était pas suffisamment établi par l'accusation, et que, ce fait ne pouvant constituer son client en état de culpabilité, l'absence de preuves à cet égard devait entraîner de la part du jury un verdict d'acquiescement.

Ce système a été accueilli par les jurés, qui, après quelques minutes de délibération, ont déclaré Delarue non coupable.

Sa mise en liberté a été en conséquence ordonnée par M. le président, mais la Cour a prononcé la destruction des objets saisis.

— Ravisson est traduit devant la police correctionnelle sous la prévention de mendicité. La mise de cet homme mérite d'être remarquée : un joli foulard noir et jaune fait encore mieux ressortir la couleur de sa chemise qu'un trop long usage a rendue grise ; sa veste omnicolore est raccourcie en dix endroits avec de la soie rouge, noire, blanche, verte, etc. etc ; sous cette veste apparaît un gilet de poil de chèvre jaunâtre, qui ferait honneur à un fashionable. Sa main droite, recouverte d'un gant jadis blanc, tient coquettement un autre gant olivâtre. Il porte des lunettes auxquelles il manque un verre.

M. le président : Vous vous êtes introduit dans les maisons pour y demander l'aumône.

Ravisson : Je dédaigne de répondre à une pareille inculpation.

M. le président : Vous seriez fort embarrassé d'y répondre ; on vous a pris sur le fait.

Ravisson : Voyons, regardez-moi donc : est-ce que j'ai l'air d'un mendiant ?

M. le président : Qu'alliez-vous faire dans les diverses maisons où l'on vous a vu entrer ?

Ravisson : J'allais demander l'adresse de Corrad.

M. le président : Qu'est-ce que Corrad ?

Ravisson : Un de mes amis avec quoi que j'ai servi... j'avais à lui parler.

M. le président : Vous ne connaissez pas les personnes chez lesquelles vous entriez ; comment pouviez-vous espérer d'y trouver l'adresse que vous cherchiez ?

Ravisson : A force de demander, il se serait peut-être trouvé quelqu'un qui aurait pu me la donner.

M. le président : Quand on vous a arrêté, vous aviez sur vous dix-sept sous, dont une partie en liards.

Ravisson : Preuve que je mendiais pas ; un homme qui aurait dix-sept sous et qui mendierait serait bien petit...

M. le président : D'où venait cette quantité de liards dont vous étiez porteur ?

Ravisson : On me les avait rendus sur des choses que j'avais achetées. J'ai toujours des liards pour faire l'aumône ; vous voyez donc bien que je ne la demande pas.

M. le président : Vous n'avez pas d'état ?

Ravisson : J'en ai un tas d'états ; je porte des lettres, j'ouvre les portières des voitures, je vends des z'hannetons dans le printemps et des contremarques dans l'hiver.

M. le président : Pouvez-vous en justifier : avez-vous l'autorisation de la police pour exercer ces diverses professions ?

Ravisson : Jamais... je n'en veux pas entendre parler de la police, je ne l'estime pas.

Le Tribunal condamne Ravisson à quinze jours de prison, après quoi il sera conduit dans un dépôt de mendicité.

— Le 28 juillet dernier, dans l'après-midi, la dame Lefebvre, rentrant chez elle, rue de La Tour-d'Auvergne, fut renversée, dans le faubourg Montmartre, au coin de la Boule-Rouge, par une voiture de gravois. Le brancard de la voiture la fit tomber, le pied du cheval la frappa à la tempe, et la roue lui écrasa la tête. La malheureuse femme ne survécut que trois quarts d'heure à cet horrible accident.

C'est par suite de ces faits que le sieur Mougin, dit Martin, conducteur de la voiture, comparait aujourd'hui devant la 7^e chambre, sous la prévention d'homicide par imprudence. Le sieur Jacquemard, son maître, était cité comme civilement responsable.

Les dépositions contradictoires des témoins n'ont pas permis au Tribunal d'apprécier s'il y avait ou non de la faute du conducteur. En conséquence, Mougin a été renvoyé de la plainte.

— Dans la nuit du 8 au 9 juillet dernier, un fiacre cabotait tranquillement dans les rues de Paris une honnête famille qui venait de passer joyeusement la journée à la campagne. Arrivé enfin devant la porte de l'un des voyageurs, le fiacre s'arrête, le cocher descend, ouvre une portière... Tout à coup l'autre portière s'ouvre brusquement, et deux hommes sortis à moitié ivres d'un restaurant voisin veulent à toute force escalader le fiacre occupé et chasser les légitimes locataires. En vain le cocher leur représente qu'il est loué : ils ne veulent pas l'entendre ; on le prend, on le bouscule, on le renverse sous les pieds même de ses chevaux, qui par bonheur pour lui étaient des chevaux de fiacre.

ere par sang. Pendant qu'il se relève, les assaillans veulent pour-
suivre et consommer leur invasion; mais ils avaient affaire à de
vigoureux garçons bouchers, qui, repoussant justement la force
par la force, s'élançant de la voiture et tombent sur les téméraires
qu'ils corrigent d'importance.

Cependant, au milieu de la lutte acharnée qui s'engage, un des
garçons bouchers a le malheur d'être terrassé et de se déboîter le
genou. Les assaillans prennent aussitôt la fuite; mais la police,
promptement informée, fut bientôt sur leurs traces. Ils compa-
raissent aujourd'hui devant le Tribunal de police correctionnelle,
qui les condamne chacun à quinze jours de prison, et solidaire-
ment à payer au blessé une somme de 500 fr. de dommages-
intérêts.

— A quoi en est réduite la fécondité de nos industriels pari-
siens ! Après les vols à l'américaine et à la tire, déconsidérés au-
jourd'hui par l'expérience des agens de police, et abandonnés aux
apprentis malhabiles, voici venir le vol à l'évanouissement, nou-
velle combinaison d'autant plus perfide qu'elle s'adresse à la sen-
sibilité et spéculé sur la philanthropie. Mais ce qui dénote surtout
de la part des innovateurs une connaissance profonde du cœur
humain, c'est de s'être adressés, pour l'exploitation de leur cou-
pable industrie, aux cœurs placés dans la classe la plus sensible
et la plus accessible aux séductions, la classe des conducteurs
d'omnibus. Le conducteur d'omnibus, on le sait, réunit à la galan-
terie nationale une attention particulière pour les dames qui tiennent
aux exigences de sa profession; c'est lui qui leur donne la main
pour monter ou descendre de sa voiture, qui garantit leur robe
des souillures de la roue, et, bien qu'il soit pour toutes complai-
sant et serviable, on ne peut nier qu'une taille élégante, qu'une
jambe fine et bien tournée, n'attire à la voyageuse des soins plus
empressés, des attentions plus délicates. C'est en cédant à ces
dispositions d'une galanterie inconsidérée, que le conducteur de
l'omnibus du quartier Saint-Sulpice a été hier victime d'un vol
d'un genre tout nouveau.

Une jeune femme élégamment vêtue monte dans sa voiture au
coin de la rue de la Monnaie. S'appuyant d'une main sur son bras
elle paie sa complaisance par un sourire qui dispose sa trop faible
victime à l'exécution du projet qu'il était loin de prévoir. Bientôt
la jeune femme se plaint de la chaleur, ses yeux se ferment, sa
taille se courbe, enfin, au bout d'un instant, elle supplie le con-
ducteur d'arrêter, déclarant qu'elle ne peut aller plus longtemps
et qu'elle va se trouver mal. Aussitôt le cordon est tiré, l'omnibus
s'arrête. La jeune femme se lève, mais elle chancelle, il lui faut un
soutien.

Le conducteur s'avance les bras ouverts; elle y tombe évanouie
et repose sa tête sur son épaule avec un touchant abandon, tandis
que ses bras languissans entourent la taille beaucoup moins fine
de son robuste protecteur. Celui-ci l'enlève, et trop confiant, trop
occupé de son précieux fardeau pour songer à ses poches, la porte
dans une boutique où il lui prodigue des soins empressés. Puis,
réclamé par les exigences de l'omnibus qui ne peut pas attendre,
il quitte ses douces fonctions et remonte sur le marche-pied. Pen-
dant le reste du trajet, il paraît livré à une préoccupation qui pro-
voque les plaintes de quelques voyageuses négligées. Était-ce un
pressentiment ? était-ce un doux souvenir ?

Arrivé au bureau, quand il s'agit de rendre compte de la re-
cette, oh ! malheur ! le conducteur désabusé, perdant les illu-
sions présomptueuses qu'il avait conçues peut-être, reconnaît
trop tard le véritable motif de la confiance touchante et le tendre
abandon de la jeune voyageuse, en s'apercevant que sa recette,
qui s'élevait à 62 fr., a complètement disparu. On n'a pu encore
trouver les traces de la belle évanouie.

— L'ONCLE D'AMÉRIQUE. — Une petite vieille de soixante-seizans,
vive, proprette, marchant droit et parlant surtout avec une volubilité
extrême, la veuve Colas, entrait il y a quelques jours chez un mar-
chand de vins lezeur, rue de la Tixeranderie, et là, après s'être
assise à une table pour se reposer et se rafraîchir, elle entamait
un interminable récit sur l'ingratitude des grandes familles, les
malheurs des révolutions, le déplacement des fortunes, et toutes
les vicissitudes du sort. L'honnête marchand de vins, occupé à
servir ses pratiques, ne prêtait qu'une attention assez vague aux
récits de la veuve Colas, lorsque celle-ci se prit à parler d'un sien
oncle qui venait de débarquer au Havre, arrivant d'Amérique, et
rapportant une fortune de plus d'un million, dont elle se trouvait
seule héritière. C'était tout un roman que la vie de cet excellent
oncle; il avait été page de Louis XV, et avait assisté à la bataille
de Fontenoy. Depuis, il avait été l'ami de Louis XVI; mais la ré-
volution l'avait contraint de s'expatrier, et il revenait maintenant
en France pour faire partager à sa nièce ses trésors, et lui donner
sa bénédiction.

Ce superbe récit se termina, en guise de péroraison, par la de-
mande de 20 fr., dont la veuve Colas avait besoin à l'instant pour
aller retirer aux messageries un paquet que lui envoyait du Havre
son oncle, et qui devait, à n'en pas douter, contenir une foule de
lingots et de diamans.

Sans réfléchir à l'in vraisemblance du récit de la prétendue ni-
èce, et à l'âge que, proportion gardée, aurait eu l'oncle, le brave
marchand de vins prêta les 20 fr., et se contenta, en retour, du
faux nom et d'une prétendue adresse que lui donnait la veuve
Colas, en l'assurant de sa généreuse reconnaissance; et ce ne fut
que huit jours après, lorsqu'il eut reconnu qu'il était joué, qu'il se
décida à porter plainte. La veuve Colas, arrêtée ce matin d'après
les indications fournies par sa dupe, a été mise à la disposition
du parquet.

— Cette nuit, les cris au meurtre ! à l'assassin ! jetèrent l'épou-
vante dans l'étroite et obscure rue Gervais-Laurent. Des coups
souds et répétés que l'on entendait, annonçaient en même temps
qu'une lutte terrible était engagée, et que la personne qui poussait
ces lamentables cris était l'objet d'horribles violences. Une ronde
de police est venue, par bonheur, mettre fin à cette scène, dont
une maison de prostitution était le théâtre. La victime était une
malheureuse fille, et l'auteur un nommé Carne; il a été mis en état
d'arrestation.

— La foule s'était assemblée ce matin, rue de Seine, en face du
passage du Pont-Neuf. Le double suicide d'un menuisier et de sa
femme, mariée depuis dix-huit mois seulement et habitant cette
maison, avait motivé une descente judiciaire. C'est à un déran-
gement d'affaires que l'on attribue la funeste détermination qui
a décidé à se donner la mort ces deux individus qui jouissaient
d'une estime méritée dans leur voisinage.

— Avant-hier, sur les six heures du soir, un rassemblement con-
sidérable s'était formé sous les fenêtres d'un médecin, rue du
faubourg Saint-Antoine. On assurait que cet homme avait blesé
grièvement, à coups de carafe, une locataire de cette maison, en
l'absence de son mari, lieutenant au 34^e régiment d'infanterie de
ligne.

Le lendemain, M. le commissaire de police du quartier du

faubourg Saint-Antoine s'est transporté en toute hâte sur les lieux
avec un médecin pour constater les blessures de la dame F...

— On a trouvé ce matin dans l'écluse du canal Saint-Martin, près
de la place Saint-Antoine, et transporté à la Morgue, le cadavre d'un
homme que ses vêtemens annoncent appartenir à la classe ou-
vrière.

— M. Low, habitant de Londres, a été assassiné à quelque dis-
tance de cette ville, dans le cours du mois dernier. L'enquête à
laquelle, selon l'usage, procéda le coroner, fit naître des présomp-
tions contre un ami de la maison, M. Myers, qui paraissait avoir
quelque intimité avec la femme du défunt. M. Myers étant alors
parti pour la France, il n'y eut pas d'autres poursuites, et mistress
Low resta libre. Cependant M. Myers ayant lu à Diéppe, dans les
papiers publics anglais, tous les détails de l'instruction, a cru de-
voir se soumettre à un jugement; il est venu à Londres, et s'est
présenté à l'un des bureaux de police de la banlieue. On lui ré-
pondit que, l'opération du coroner étant terminée, cela ne regar-
dait plus que la Cour criminelle centrale.

A la dernière audience de la Cour, M. Thomas, l'un des avocats
de M. Myers, a demandé la convocation d'un grand jury pour dé-
cider s'il y avait lieu à accusation.

M. Phillips, autre avocat de M. Myers, et M. Bodkin, avocat de
M^{me} Low, ont demandé à M. Thomas en vertu de quelle autorité
il présentait une semblable requête.

M. Thomas : J'ai une lettre de M. Myers, qui est mon client.

M. Phillips : Votre client est aussi mon client, et ce matin même
nous étions convenus d'attendre encore des renseignemens avant
de prendre un parti.

M. Bodkin : Nous désirons prendre communication des pièces
de l'enquête, qui ne sont pas encore arrivées au greffe de la Cour.

M. le juge Bosanquet a rejeté la requête comme préma-
turée.

En attendant le jugement, qui aura probablement lieu à la
prochaine session, M^{me} Low et M. Myers, inculpés formellement
par le premier verdict, conservent leur liberté.

VARIÉTÉS.

LES VACANCES.

Encore un jour, et le Palais va ressembler à une vaste Thé-
baïde : conseillers, juges, magistrats du parquet, avocats, avoués,
huissiers même, vont abandonner le sanctuaire pour aller jouir,
loin de la poudre des greffes et du barreau, de ces heureux loisirs que
leur fait annuellement Thémis. Le président ira visiter ses terres,
le simple juge sa modeste maison des champs, l'avocat la petite ville
ou la métairie qui l'a vu naître. Les diligences, les bateaux à va-
peur, les wagons vont regorger de docteurs et de bacheliers ; sep-
tembre arrive, et voici la magistrature tout entière qui émigre, voici
des légions d'avocats qui s'éparpillent et se dispersent sur toutes
les routes et dans tous les sens. Demain le Pandémonium sera ou-
vert ; la chicane y va trôner seule sur ses autels déserts, et les
plaideurs endurent, semblables aux ombres des bords du Styx, ro-
deront seuls, blêmes et déconcertés, sur les dalles muettes de la
salle des Pas-Perdus.

Bénies soient les vacances ! bénie soit cette part de l'année qui
amène avec elle un doux repos, et fait éclore tant de métamor-
phoses ! Arrière robe noire et bonnet carré ; arrière rabat et lourd
portefeuille ; d'autres soins, d'autres occupations seront plus doux
déjà les pampres de la vigne se sont colorés aux chaudes
étreintes du soleil d'août ; demain on va voir trotter par les plain-
es, et se jouer à la sombre lisière des bois, le lièvre matinal
et le daim rapide. Avec septembre, la perdrix essaie les ailes
de ses petits ; le coq de bruyère se rapproche des habitations ; le ros-
signol module de nouveaux accens, et la cigale babillarde fait re-
tentir son loup de chaume de cris plus joyeux. Allons ! dépouil-
lons l'habit de palais et endossons la casaque du vendangeur, la
veste de chasse ; la serpette ou le fusil à la main, entassons dans
les corbeilles ou les carnassières, la grappe parfumée du cep de
Brennus, ou les hôtés capricieux des plaines et des forêts.

Mais dans ce temps où l'on se fait un mérite de mener la vie à
grandes guides, les raffinés parmi le barreau ne se contentent pas
d'aller saluer le toit paternel, et de décorer leurs pénates d'une
modeste couronne d'acanthe ; il faut qu'à l'exemple de ces An-
glais qui promènent en tout lieu leur inutilité, ils aillent visiter
les glaciers de la Suisse, les cataractes du Rhin et les gorges des
Pyrénées.

En arrière toutefois de ces heureux du Palais, pour qui les va-
cances ne sont que distraction et félicité, reste une petite cohorte
fidèle, ambitionnant le facile honneur de desservir l'audience
abandonnée des vacations. C'est là que, par un bizarre rapproche-
ment, on voit s'asseoir à l'aise sur les bancs déserts les vieux pra-
ticiens obscurément blanchis dans des travaux dont la régularité
est l'essence, et qu'il y aurait danger sans doute à abandonner
même un jour ; puis tout proche et d'un air à peine assuré, les
jeunes aspirans qui voudraient percer, et à qui l'absence des ma-
îtres du barreau laisse espérer l'occasion d'un modeste début.

L'origine des vacances, comme celle de la plupart des institu-
tions saluaires se perd dans la nuit des temps : on croit que Con-
stantin, jaloux de donner aux familles patriciennes de Rome, qu'il
avait attirées dans sa ville nouvelle, une preuve de sa sollicitude
et de son affection, décida que le sénat et les différentes juridic-
tions jouiraient de loisirs annuels. Une loi de l'année 321 porte en
substance : « Que depuis le huitième jour des kalendes de juillet,
jusqu'au dernier des kalendes de septembre, l'administration de
la justice cessera dans tous les tribunaux, et qu'il en sera de
même depuis le dix des kalendes de septembre jusqu'aux ides
d'octobre. » Les premières vacances, qui commençaient le 24 juin
et finissaient le 23 août, s'appelaient *messica feriae* (vacances de
la moisson), et les dernières, qui finissaient le 15 octobre, *vende-
miales feriae* (fêtes de la vendange). Trois mois environ formaient
ainsi le temps des vacances des patriciens et des juges du grand
Empire.

De nombreuses réclamations s'élevèrent sur cette prodigieuse
abondance de loisirs. Les empereurs Valentinien, Théodose et Ar-
cadius supprimèrent insensiblement les réglemens de Constantin,
et une loi de 389 réduisit, à l'applaudissement universel, la durée
du temps des vacances à deux mois, l'un en été au moment de la
moisson, l'autre en automne à l'époque de la vendange.

Quatorze cents ans durant, cette loi n'a pas cessé d'être en vi-
gueur. Seulement, sous les premiers rois de la race carlovingienne,
l'indication de ces soixante jours de vacances appartenait aux
vicaires vigiliers, comtes et autres justiciers, et, le temps venu,
le magistrat levait quand il le jugeait à propos l'audience, pour
aller faucher ses épis ou dépouiller ses vignes, et les avocats l'im-
itaient.

Lorsque le Parlement devint sédentaire à Paris, sous Philippe-
le-Bel, tout prit une forme grave et solennelle. Le monarque ne
se contenta pas d'asseoir sur des bases immuables l'administra-
tion de la justice, il voulut encore veiller au repos annuel et lé-
gitime de ceux à qui il confiait le soin de la faire respecter. Les
vacances furent particulièrement admises et reconnues dans les
édits qui réglèrent la matière, et les magistrats, comme le barreau,
purent compter, à une époque fixe, sur des délassemens chère-
ment achetés par dix grands mois de labeurs.

L'année 1789 arriva, et avec elle cette révolution insatiable et
toute-puissante qui devait opérer tant de merveilles, mais aussi
tordre dans sa main de fer le sceptre, la couronne, les tables de
la loi, la mitre du clergé, le casque de la noblesse, jeta sur les va-
cances son tyrannique veto. Dès l'an II, les vacances n'existèrent
plus qu'en souvenir, et cette vieille institution, la seule peut-être
qui eût pris fantaisie à l'Assemblée constituante de respecter, fut
mise au niveau du trône et de l'autel, c'est-à-dire fut annihilée.
La Convention nationale accorda par forme de compensation les
trois décades, ou trois jours de repos par mois aux juges et aux
hommes de loi. C'était bien peu.

Cette innovation ne pouvait durer : la Convention abdiqua ses
énormes fonctions, et le pouvoir qui lui succédait n'hésita pas à
restituer aux Tribunaux, par une loi datée du 21 fructidor an V,
les deux mois de vacances qui furent assignés du 15 fructidor
jusqu'au 15 brumaire inclusivement. Bien des hommes, bien
des gouvernemens se sont succédés depuis cette dernière époque,
et les vacances sont demeurées intactes ; aussi faut-il penser que
leur institution durera désormais autant que les Tribunaux et le
barreau.

Si l'on compare les vacances d'aujourd'hui aux vacances d'au-
trefois, le parallèle ne sera pas à l'avantage des premières. Du
temps de nos aïeux, le bon temps de jubilation et de repos, comme
disait l'illustre chancelier de L'Hôpital, se passait en promenades
agrestes, en conversations familières, en parties de pêche (la
chasse était exclue rigoureusement des récréations du magistrat et
de l'avocat), et surtout en épanchemens de famille et d'amitié.
L'étude n'était pas pour cela abandonnée : on négligeait un peu
Justinien et ses codes, Barthole et ses commentaires, Cujas et ses
considérations ; mais on relisait Horace et Virgile, on admirait
Homère et Sophocle, on se récréait avec Aristophane et avec
Plaute. C'est ainsi que nos devanciers entendaient les plaisirs des
vacances, et retiraient un double fruit de la clôture de leur vieux
palais.

Le grand d'Aguesseau, l'honneur et l'orgueil de la magistrature
française, avait coutume de dire que le changement d'occupations
était seul un délassement ; et la vie de cet homme illustre prouvait
que ces paroles étaient l'expression et la règle de sa pensée. Dans
sa modeste pension de Fresne, d'Aguesseau consacrait ses jours de
vacances à relire ses auteurs favoris, et les auteurs favoris de ce
grand homme, après les saintes écritures, étaient Homère et Ta-
cite. Lorsqu'il devint chancelier, sans divorcer tout à fait avec le
commerce des muses dont il faisait ses plus chères délices, il s'ap-
pliqua à rendre sa retraite utile au bien public en se livrant à des
recherches savantes, en écrivant le fruit de ses méditations et de
son expérience, et surtout en s'efforçant de faire passer dans l'âme
de ses subordonnés quelques étincelles de ce feu patriotique
qui l'animait.

L'exemple de d'Aguesseau ne fut pas le seul que la magistra-
ture offrit au barreau. Au XVI^e, comme au XVII^e et au XVIII^e
siècles, on voit les avocats rivaliser en vertus, en talens, en lu-
mières, avec les plus grands magistrats, et les vacances, pour les
uns comme pour les autres, n'être qu'une trêve pendant laquelle,
athlètes intrépides, ils amassent des forces et cherchent des inspi-
rations pour rentrer dans la lice avec plus d'éclat et mériter de
nouveaux triomphes.

Ainsi, si l'éloquent Patru, au XVII^e siècle, va dans sa petite
chambre de Meudon commenter laborieusement les harangues de
Demosthènes et les discours de Cicéron ; au XVIII^e siècle, Ger-
bier, l'éclatant et discret Gerbier, sous les épais ombrages de son
parc de Franconville, joue le rôle de Mécène et de Médicis. Son
château réunit tous les genres d'illustration ; statuaires et musi-
ciens, philosophes et rhéteurs, poètes et ministres, prélats et sa-
vans, grands seigneurs et académiciens se mêlent et se pressent
dans ses salons. La magnifique hospitalité de l'avocat se révèle à
toute l'Europe : des princes viennent le visiter ; des ambassa-
deurs briguent l'honneur d'être admis chez lui ; on va à Francon-
ville comme à Chanteloup consoler le noble exil du duc de Choiseul,
comme on va à Bellevue adorer la fortune naissante de M^{me} Dubarry. C'est une vogue, une mode, et l'ornement du bar-
reau, l'oracle du Parlement, devient l'arbitre et le modèle de l'é-
lite de la société française.

Vers l'année 1785, de jeunes avocats des barreaux de Rennes,
de Rouen et de Paris, se réunirent pendant les vacances. Le saint
et pur amour de la patrie enflammait leurs cœurs, et, fiers d'appar-
tenir à la France, ils résolurent de visiter toutes ces grandes plain-
es où le courage et la loyauté de nos pères ont brillé jadis d'un
si vif éclat, malgré le peu de fidélité de la victoire. Ils parcour-
rent tour à tour les champs de bataille de Crécy, de Poitiers, d'A-
zincoeur, de Malplaquet. Leurs voix généreuses saluèrent ces lieux
redoutables où s'étaient balancées les destinées de la France ; ils
bénirent avec enthousiasme et avec respect, ces sillons où dor-
ment les débris de tant de valeureuses cohortes ; puis, au retour
de ce saint pèlerinage, ils parlèrent à leurs compagnons, à leurs
amis, à leurs frères, des voix mystérieuses qu'ils avaient enten-
dues, des sentimens indéfinissables dont leur âme avait été saisie.
Sept ans plus tard, ces jeunes avocats abandonnaient les
littres paisibles du barreau pour celles de glorieux champs de ba-
taille, et devenaient de plein saut de grands guerriers. Moreau,
Joubert et Lanusse vengeaient à Hohenlinden, à Naples et aux
Pyrénées, les défaites de Poitiers, d'Azincourt et de Malplaquet.

Certes, ce serait un noble et utile emploi du temps des vacances
qu'un voyage dans toute l'étendue de la France, une étude de ses
mœurs et de ses hauts faits. Un tel voyage rapporterait plus as-
surément que de routinières pérégrinations aux rocs escarpés de
l'Underwald et du Mont-Blanc, sur la forêt Noire ou aux bords de
l'Arno. Les salons sont fatigués de ces éternelles redites sur les
palais mystérieux de l'aquatique Venise et les marbres de la
splendide Florence ; on baille aux descriptions pittoresques de
nos recueils à quatre et cinq sous ; en littérature, au théâtre, en
conversation, il faut revenir au bon sens et à la raison, et le pu-
blic, sage parce qu'il est éclairé, fait fi désormais des prétendues
confidences de touristes comme des romantiques amplifications à
froid.

Aujourd'hui, les temps sont bien changés, et les doux loisirs,
les doctes méditations de nos anciens conviendraient peu aux ha-
bitudes actuelles du barreau. Mais aussi, après ces pérégrinations
lointaines et ces promenades à l'étranger, quand on a pris sa part
des voluptueux loisirs de Venise et de Rome, quand on a contemplé

les splendeurs de Londres et les dangereuses pompes de Milan, quelle transition, lorsqu'au retour on ne retrouve que la sombre toque et le rabat ? Une pensée d'amertume et de tristesse, une pensée de convoitise et d'envie vient quelque temps encore vous agiter. Hier, sur les chemins joyeusement parcourus, des fêtes, des plaisirs et des séductions de toute espèce : aujourd'hui, des travaux assidus, des études opiniâtres, des veilles fastidieuses; les lugubres quinquets de la 1^{re} chambre, au lieu des ifs enflammés du Vatican et du palais Barberini; la voix des huissiers au lieu de celle des Rubini et des Lablache; les hurlements de la Cour

d'assises et l'argot de la police correctionnelle au lieu des barcaroles de Venise et des agrestes chants de l'Ecosse; des plaideurs cacochymes à la place des villageoises de Sicile et des laitières d'Albanie, et enfin le vin de la buvette au lieu du nectar de Naples, de l'ale de la taverne de la Couronne et de l'Ancre, et des glaces de Florence et de Sienne; affreux disparates ! H. R.

L'Almanach Royal vient de paraître chez les Editeurs A. GUYOT et SCRIBE. Le retard extraordinaire que cette publication a subi

ajoute encore à l'intérêt et à l'utilité qu'elle présente chaque année. En effet, aujourd'hui l'Almanach Officiel a l'avantage d'être le seul Annuaire parfaitement au courant, comme il est toujours le plus exact et le plus complet. Il résume la foule d'Almanachs et d'Annuaire spéciaux qui ne peuvent, cette année, comme d'habitude, lui emprunter les renseignements auxquels ils doivent tout leur intérêt. Il peut les remplacer tous, et offre seul un ensemble systématique de l'administration en France, en même temps que, seul, composé sur des documents authentiques, il est un guide sûr pour quiconque a ou peut avoir des rapports avec les ministères et les fonctionnaires de toutes les administrations publiques.

JOURNAL DU PALAIS, JURISPRUDENCE ADMINISTRATIVE,

CONSEIL-D'ÉTAT, -- CONSEIL DES PRISES, -- COUR DES COMPTES, ETC., ETC.

Par M. LEDRU-ROLLIN, docteur en droit, avocat aux conseils du Roi et à la Cour de cassation. — Publié par F.-F. PATRIS, propriétaire du JOURNAL DU PALAIS, rue de Jérusalem, 3, Paris.

Le JOURNAL DU PALAIS comprenait une collection des décisions du Conseil-d'Etat les plus importantes pour la pratique : M. PATRIS publie une NOUVELLE EDITION de cette jurisprudence qui, augmentée de tous les documents dont l'existence de 1806 à 1827 a été révélée, soit par M. de Cormenin, soit par les ouvrages particuliers sur les matières administratives, soit par des recherches soigneusement faites dans le vaste dédale des archives, offrira aux jurisconsultes, aux administrateurs et aux parties intéressées, l'ensemble le plus complet qui ait été publié jusqu'à ce jour de la jurisprudence du

Conseil-d'Etat; les recueils les plus accrédités n'embrassent que des périodes incomplètes de cette jurisprudence. Celui de MM. Macarel et Deloche, continué par M. Beaucousin, ne contient pas dans ses 20 volumes une seule décision antérieure à 1821. Le JOURNAL DU PALAIS, au contraire, remonte jusqu'à l'organisation du Conseil-d'Etat comme juridiction contentieuse (1806); il sera complété par les décisions du Conseil des prises et par les importants arrêts de doctrine de la Cour des comptes.

Des publications périodiques continueront ce recueil qui a été ré-

digé sous la direction de M. LEDRU-ROLLIN, par MM. les collaborateurs de la 3^e édition du JOURNAL DU PALAIS, dont le succès est incontestable.

Le prix de cette collection de jurisprudence administrative qui n'excédera pas CINQ VOLUMES grand in-8°, sera ultérieurement fixé.

La première partie est sous presse.

On reçoit dès à présent les souscriptions.

ALMANACH ROYAL

Pour 1838. — 10 fr. 50 c.

Résumant les Almanachs et Annuaire spéciaux

DE LA COUR,
DIPLOMATIQUE,
ADMINISTRATIVE,

DÉPARTEMENTAL,
DE LA LÉGIION-D'HONNEUR,
DU CLERGÉ,

DE LA MAGISTRATURE,
DU BARREAU,
MILITAIRE,

DE LA MARINE,
DES FINANCES,
DE LA GARDE NATIONALE.

L'Almanach royal est le SEUL composé sur des documents officiels, et aujourd'hui le SEUL Annuaire complet : il est indispensable à tous les Fonctionnaires du gouvernement et peut SEUL servir de guide sûr à ceux qui veulent connaître l'ensemble administratif de la France, ou qui ont quelque rapport avec les Ministères et Administration, et leurs Officiers ou Agents.

A. GUYOT et SCRIBE, rue Neuve-des-Petits-Champs, 37.

Sociétés commerciales.

(Loi du 31 mars 1833.)

D'un acte sous-seings privés en date du 25 août 1838, enregistré à Paris le même jour, il appert : Une société en commandite a été formée entre 1^{er} M. Joseph MORAND, professeur de mathématiques, demeurant à Paris; 2^o M. J.-B. FELLENS, professeur de littérature, tous deux gérants responsables, et ce dernier chargé de l'administration et par suite de la signature sociale, sous la raison FELLENS, MORAND et Comp.; 3^o et tous commanditaires qui deviendraient actionnaires. — L'objet de cette Société est la publication et l'exploitation d'un journal mensuel, ayant pour titre : *La Tribune de l'enseignement*, journal de l'instruction secondaire et supérieure. — Le capital social est représenté par 450 actions de 100 fr. chacune, dont 150 ont été attribuées à chacun des gérants, pour administration et rédaction et sont inaliénables, et les 150 dernières seront émises pour les besoins de la Société. Cette Société a commencé le 1^{er} septembre 1838 et finira le 1^{er} septembre 1848. — Elle a son siège au bureau du journal, rue Portefoin, 17, à Paris.

Pour extrait conforme,
Signé FELLENS, MORAND et Comp.

ÉTUDE DE M^e VATEL, AVOCAT-AGRÉÉ,
Rue des Fossés-Montmartre, 7.

D'un acte fait double sous seing privé à Paris le 25 août 1838, appert : une société en nom collectif formée entre les sieurs Barthélemy VILLEBOEUF, horloger, demeurant à Paris, rue Neuve-St-François, 5, et Jean-Baptiste-Frédéric POMPON, fabricant de bijoux, demeurant à Paris, rue Chapon, 17, sous la raison VILLEBOEUF et POMPON, pour la fabrication et la vente de mouvements de pendules d'après le système Villeboeuf et de mouvements d'après l'ancien système, pour la durée de six ou dix années, à partir du 1^{er} octobre 1838. — Le siège social sera établi à Paris, rue de la Corderie-du-Temple, 21. — Le sieur Pompon aura seul la signature sociale, mais il ne pourra créer aucun effet de commerce ni obligations quelconques à peine de nullité; il sera chargé de l'administration; le sieur Villeboeuf est spécialement chargé de la fabrication.

Pour extrait : VATEL.

D'un acte sous seing privé fait double à Paris le 28 présent mois, et enregistré le même jour, il appert que la société qui a existé entre M. Marcelin MOULIN jeune, marchand tailleur, demeurant à Paris, rue Neuve-St-Marc, 11, et M. Jean GALLAIS, teneur de livres, demeurant aussi à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 40, pour exploiter un fonds de marchands tailleurs, à Paris, rue Neuve-St-Marc, 11, est et demeure dissoute à compter de ce jour, et que M. Jean Gallais demeure seul chargé de la liquidation, avec faculté de se faire aider ou remplacer dans ladite liquidation par un individu de son choix.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur du présent extrait pour faire les publications dans les formes voulues par la loi.

Paris, le 28 août 1838.

Pour extrait : A. LADEVEZE.

Suivant acte passé devant M^e Clairét et son collègue, notaires, à Paris, le 21 août 1828, enregistré.

M. Gilbert-Honoré CHAUMONT, fabricant de bronzes, demeurant à Paris, rue Chapon, 23, et M. Auguste-Louis MARQUIS, fabricant de bronzes, demeurant à Paris, susdite rue Chapon, 23.

Ont formé entre eux une société en nom collectif pour l'exploitation d'une maison de commerce sise à Paris, susdite rue Chapon, 23, et ayant pour objet la fabrication des lustres et autres articles de bronze, la vente et l'achat des marchandises de cette nature, et la location des marchandises en bronze.

La durée de la société a été fixée à trois années

à compter du 1^{er} juillet 1833.

Le siège de la société a été fixé à Paris, susdite rue Chapon, 23.

La raison et la signature sociale sont CHAUMONT et MARQUIS.

MM. Chaumont et Marquis ont apporté en société, chacun pour moitié, le fonds de commerce de fabrication de bronzes, sis à Paris, susdite rue Chapon, 23, composé 1^o de l'achalandage dudit fonds de commerce, ensemble des outils et ustensiles servant à son exploitation, tels que bancs à tirer, tours, cisailles et autres objets mobiliers servant à la fabrication des bronzes et lustres, le tout estimé 28,000 fr.; 2^o des modèles des marchandises de vente et de celles servant à la location, des cristaux, cuivre, fonte et autres matières premières, le tout évalué 195,574 fr.

Il a été convenu : Que M. Chaumont administrerait seul les affaires générales de la société.

Et que M. Marquis aurait voix consultative dans les opérations;

Que M. Chaumont aurait seul la signature sociale pour tout ce qui concernerait les opérations de la société; que lui seul pourrait engager la société et signer les effets de commerce, lettres de change, mandats, traites, endos, avals, achats, échanges et négociations de valeurs;

Et que M. Marquis ne pourrait faire usage de la signature sociale que pour la correspondance et les recettes qui seraient à faire par la société.

Pour extrait : CLAIRET.

D'un acte sous signatures privées fait double à Paris le 17 août 1838, enregistré à Paris le 25 du même mois, par Frestier, qui a reçu 7 fr. 70 cent., il appert que M. Jean MICHON, négociant, demeurant à Paris, rue du Cloître-St-Jacques, 10, et M. Pierre-Gabriel GUILLEMAIN, lampiste, demeurant à Paris, rue St-Denis, 17, ont formé une société en nom collectif pour l'exploitation d'une lampe mécanique dont M. Guillemain est propriétaire et inventeur, et pour laquelle il a obtenu un brevet d'invention à la date du 1^{er} mai 1836.

Cette société a été contractée pour sept ans et quatre mois et demi, qui ont commencé à courir le 15 août 1838 et finiront le 1^{er} mai 1846.

La raison sociale est MICHON et GUILLEMAIN.

Le siège de la société est établi à Paris, rue St-Jacques-la-Boucherie, 33.

L'apport de M. Guillemain consiste : 1^o dans le brevet qu'il a obtenu pour l'invention de ladite lampe mécanique; 2^o dans les lampes fabriquées et matières premières qu'il possède actuellement; 3^o et dans la clientèle attachée à sa maison, le tout évalué à la somme de 3,000 fr.

L'apport de M. Michon consiste dans la somme de 3,000 fr. sur laquelle il a versé celle de 1,500 fr.; à l'égard des 1,500 fr. restants, il devra les verser le 15 novembre 1838, sans aucun intérêt; mais à cet égard il s'est réservé le droit de ne point opérer ce versement si la société ne présentait pas de bénéfices; et dans le cas de non versement, il a été dit qu'elle serait dissoute de plein droit, ainsi que M. Guillemain l'a reconnu.

Tous les achats de matières premières nécessaires pour la fabrication des lampes seront toujours faits au comptant; les associés se sont interdits expressément la faculté de souscrire aucun effet ni obligation pour le compte de la société.

M. Guillemain a été chargé de l'achat desdites matières premières; les ventes seront faites concurremment par les deux associés; M. Michon a été seul chargé de la caisse sociale.

D'un acte passé devant M^e Louis-Eugène Aubry, notaire à Paris, et son collègue, le 16 août 1838, enregistré, contenant les modifications apportées aux statuts de la société en commandite par actions, établie sous la raison sociale : DESCROIZILLES, CLAVE et C^e.

Il appert que cette société sera continuée entre M. Charles-Auguste DESCROIZILLES, propriétaire, demeurant à Alger; M. Pierre-Emmanuel-Félix CLAVE, propriétaire, demeurant à Hadj-Muphta, commune d'El-Biar, près Alger; et M. Gustave DE LAPEYRIERE, propriétaire, demeu-

rant à Paris, rue du Colysée, 14; Et les actionnaires dénommés en l'acte dont est extrait et toutes les personnes qui adhéreront aux statuts en qualité de souscripteurs d'actions.

Elle sera en nom collectif à l'égard de MM. Descroizilles, Clavé et de Lapeyrière; tous les autres actionnaires ne sont que de simples commanditaires.

MM. Descroizilles, Clavé et de Lapeyrière sont gérants de ladite société.

La raison sociale sera DESCROIZILLES, CLAVE, LAPEYRIERE et Comp.

La signature sociale sera composée des mêmes mots, et appartiendra à tous les gérants, mais pour s'en servir collectivement, ainsi qu'il va être expliqué : tous les actes et engagements faits au nom de la société seront signés par deux gérants au moins, qui devront chacun y apposer la signature sociale, à peine de nullité : toute correspondance qui ne contiendra aucun engagement pourra être signée par un seul gérant.

Le fonds social a été porté à la somme de 600,000 fr. représentée par cent vingt actions de 5,000 fr. chacune.

La durée de la société a été fixée à vingt-cinq années à partir du jour où sa formation, dans les conditions nouvelles résultant de l'acte dont est extrait, sera complétée par le placement de la moitié des actions.

ÉTUDE DE M^e CADET DE CHAMBIÈRE, notaire à Paris, rue du Bac, n. 27.

Suivant acte reçu par M^e Cadet de Chamblin, notaire à Paris, soussigné, qui en a la minute, et son collègue, le 22 août 1838, enregistré :

Il a été formé une société en commandite par actions entre M. Jean-François-Antoine PFEIFFER, fabricant de pianos-forte et de harpes d'italiens, breveté du Roi, membre de la société d'encouragement de l'industrie nationale, demeurant à Paris, rue Montmartre, n. 132, et toutes autres personnes qui adhéreront aux statuts de la société en prenant des actions.

Cette société a pour objet tant l'exploitation d'un nouveau système de caisses de pianos-forte, inventées par M. Pfeiffer, que la fabrication, la vente et la location des pianos ordinaires et des harpes d'italiens.

Elle sera en nom collectif à l'égard de M. Pfeiffer, qui est seul gérant et responsable, et en commandite à l'égard de tous les autres actionnaires. Ceux-ci ne pourront, sous quelque prétexte que ce soit, être tenus au-delà du montant de leurs actions ni être soumis à aucun appel de fonds.

La société sera définitivement constituée aussitôt que la moitié des actions créées par l'acte dont est extrait, aura été souscrite. Dans cette moitié seront comprises les actions attribuées, comme on va le voir plus loin, à M. Pfeiffer; cette constitution définitive sera constatée par une déclaration du gérant, faite par acte en suite de celui dont est extrait, et qui sera publiée dans les journaux.

La durée de la société sera de dix ans à partir du jour de sa constitution définitive.

La société prendra la dénomination de : Compagnie pour l'exploitation des pianos Pfeiffer et autres.

La raison sociale sera : PFEIFFER et Compagnie.

Le siège principal de la société sera établi à Paris, rue Montmartre, n. 132; il pourra être transporté dans tel autre endroit de Paris que le gérant jugera convenable.

Le fonds social est fixé à 300,000 fr., représenté par six cents actions de 500 fr. chacune au porteur.

M. Pfeiffer a apporté à la société : 1^o Le brevet d'invention pour l'obtention duquel il a formé une demande au ministre de l'intérieur, afin d'obtenir un brevet de dix années, ensemble tous autres brevets qu'il pourrait obtenir par la suite;

2^o Le droit d'exploitation qui résultera de ces brevets;

3^o Son industrie;

4^o Tous les instruments de musique et les marchandises qui lui appartiennent déjà, comme lui

servant à l'exploitation du fonds de commerce qu'il exploite à Paris, rue Montmartre, n. 132, et dans les galeries du bazar Bonne-Nouvelle;

5^o L'achalandage de ce fonds de commerce;

6^o Enfin, le droit au bail qu'il a déclaré audit acte lui avoir été fait par le gérant de la société du bazar Bonne-Nouvelle pour dix-huit mois, trois, six ou neuf ans consécutifs, à la volonté dudit sieur Pfeiffer, à partir du jour de l'ouverture des galeries de ce bazar, d'une boutique au premier étage, de l'établissement fondé à Paris sur le boulevard Bonne-Nouvelle, sous le titre de Galeries du Commerce et de l'Industrie;

Et le droit aussi à la location verbale des lieux qu'il occupe à Paris, rue Montmartre, n. 132, et où il exploite aussi son fonds de commerce, ainsi qu'on l'a dit ci-dessus.

L'apport en société de M. Pfeiffer est évalué à la somme de 100,000 francs.

Pour lui fournir cette somme, il lui a été attribué deux cents actions dans les six cents actions créées. Ces actions ainsi attribuées à M. Pfeiffer, comme représentant son apport social, porteront les numéros de un à deux cents (1 à 200).

La société sera administrée par M. Pfeiffer, gérant-responsable.

Il aura seul la signature sociale, mais il ne pourra en faire usage que pour les opérations de la société.

Il aura le droit de s'adjoindre un mandataire dans sa gestion, mais il en restera personnellement responsable.

Le gérant administrera tant activement que passivement toutes les affaires de la société. Il fera tous achats, ventes et locations, dirigera toute la partie commerciale et administrative de l'entreprise. Il passera tous traités, marchés et conventions relatifs aux opérations de la société, passera tous baux de lieux nécessaires aux magasins et ateliers de la société.

Le prix de tous les achats et celui de la main-d'œuvre devront toujours être payés comptant, afin que la société ne puisse être jamais mise en faillite.

Les traites, billets ou autres valeurs provenant de ces opérations à terme, ne pourront en aucun cas être négociés, sous peine de nullité par rapport à la société.

Toutefois, si les souscripteurs ne résident pas à Paris, le gérant pourra endosser en blanc lesdits billets, traites ou valeurs à titre de procuration, pour en faire toucher le montant par son correspondant ou tout autre mandataire.

Le gérant fera le recouvrement de toutes sommes dues à la société, à tel titre que ce soit. Il acquittera également celles dont elle est débitrice. Pour faire publier ledit acte, tous pouvoirs ont été donnés au porteur d'un extrait.

Pour extrait :

CADET DE CHAMBIÈRE.

TRIBUNAL DE COMMERCE.

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS.

Du vendredi 31 août.

Absille, maître maçon, clôture.
Gibus, fabricant de casquettes, id.
Dubois, maître d'hôtel garni, remise à huitaine.
Chataing, md de vins, concordat.
Bernard-Léon, ex-directeur de la Galté, id.
Dame veuve Lang, fabricante de toiles métalliques, id.
Lestouy, négociant, syndicat.
Dunan, fabricant de chapeaux, id.
Masson, négociant, id.
Barrière et femme, loueurs de voitures, clôture.

Du samedi 1^{er} septembre.
Ollivier, commissionnaire en librairie, remise à huitaine.
Bourdon, dit Barat, et femme, vouturiers, vérification.
Nadal, md cordonnier, id.
Piéplu, entrepreneur de maçonnerie, concordat.

Heures.

10
10
10
10
10
11
11
1
1
10
10
12
2

CLOTURE DES AFFIRMATIONS.

Septembre. Heures.

Cornillat, md de bois de baux, le	3	10
Carpentier, tenant table d'hôte et maison garnie, le	3	1
Blondel, entrepreneur de maçonnerie, le	4	1
Aron, ancien md de chevaux, le	5	10
Potin fils, md de papiers, le	5	11
Caron, ébéniste, le	5	2
Muidebled, md tapissier, le	6	11
Gueite, limonadier, le	6	3
Vaquereul, md de vins, le	7	10
Dame Gilbert, mde de modes, le	7	12
Henrion, entrepreneur de messageries, le	7	12

PRODUCTIONS DE TITRES.

(Délai de 20 jours.)

Dlle Bing, ci-devant marchande de nouveautés, à Paris, passage Choiseul, 20; demeurant actuellement rue du Roi-de-Sicile, 54. — Chez M. Saivres, rue Michel-le-Comte, 23.

CONCORDATS. — DIVIDENDES.

Bonneville frères, fabriciens de produits chimiques, à Paris, rue Montgallet, 18. — Concordat, 31 janvier 1838. — Dividende, 20 0/0, savoir : 5 0/0 15 février 1839, 5 0/0 dix-huit mois après, 5 0/0 dix-huit autres mois après, et 5 0/0 dans quatre ans du 15 février 1839, sous la surveillance de commissaires nommés ad hoc. — Homologation, 9 février.

Anger, mécanicien, à Paris, rue des Vinaigriers, 14. — Concordat, 31 janvier 1838. — Dividende, 20 0/0 en quatre ans, par quart, dudit jour. Homologation, 20 mars.

Presne, fabricant de portefeuilles, à Paris, rue du Cimetière-Saint-Nicolas, 12 et 14. — Concordat, 31 janvier 1838. — Dividende, 10 0/0 en deux ans, par moitié. — Homologation, 30 mars 1838.

DÉCÈS DU 28 AOUT.

M. Besson-Granger, rue Froldmontant, 15. — M. Lassiot, rue du Faubourg-Montmartre, 4. — Mme veuve Jarry, née Doucet, rue Grange-Battelle, 30. — Mme veuve Deschamps, née Bantelher, rue du Faubourg-Montmartre, 42. — Mlle Miné, rue du Faubourg-Montmartre, 4. — M. Minier, rue du Faubourg-Montmartre, 4. — M. Selerier, rue Neuve-Coquenard, 7. — Mme Beauvais, née Vaillant, rue du Faubourg-Saint-Denis, 50. — M. Plaisant, place du Vieux-Marché, 50. — M. Chantepierre, rue Saint-Martin, 14. — Mlle Charpentier, rue des Arcis, 9. — M. Thuneloup, rue Saintonge, 44. — M. Gautier, rue Saint-Antoine, 65. — M. Ravier, rue des Grands-Augustins, 16. — Mlle Blaquet, rue du Gindre, 8. — Mlle Cendrier, rue Montmartre, 1. — Mme Noyal, née Lamotte, rue Montmartre, 270, aux Gobelins.

BOURSE DU 30 AOUT.

A TERME.	1 ^{er} c.	pl.	ht.	pl.	bas	d ^{er} c.
5 0/0 comptant...	111 35	111 35	111 10	111 10	111 10	111 10
— Fin courant...	111 40	111 40	111 10	111 10	111 10	111 10
3 0/0 comptant...	80 75	80 75	80 70	80 70	80 70	80 70
— Fin courant...	80 75	80 75	80 60	80 60	80 60	80 60
R. de Nap. compt.	99 50	99 55	99 50	99 50	99 50	99 50
— Fin courant...	—	—	—	—	—	—
Act. de la Banq. 2640	—	Empr. romain.	101 3/4	—	—	—
Obl. de la Ville. 1162 50	—	dett. act.	21	—	—	—
Caisse Lafitte.	—	— Esp.	diff.	8 1/4	—	—
— Dito.	5480	— pass.	41 1/2	—	—	—
4 Canaux.	1250	— Empr. belge.	—	—	—	—
Caisse hypoth.	800	— Banq. de Brux.	1440	—	—	—
— St-Germ.	755	— Empr. piémont.	1072 50	—	—	—
Vers. droite	730	— 3 0/0 Portug.	350	—	—	—
— gauche.	680	— Haïti.	—	—	—	—

BRETON.

Enregistré à Paris, le
Reçu un franc dix centimes.

IMPRIMERIE DE A. GUYOT, IMPRIMEUR DU ROI, RUE NEUVE-DES-PETITS-CHAMPS, 37.

Vu par le maire du 2^e arrondissement,
Pour légalisation de la signature A. Guyot.